La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Un autre regard sur l'Afrique et les Africains

Mensuel d'information - Décembre 2012 - n° 158

Débat de Décembre 2012

« Valoriser le potentiel énergétique de l'Afrique en création de richesses »

enda

Éditorial

Un tournant dans l'histoire d'Africités

Le 6ème Sommet d'Africités qui vient de se tenir à Dakar du 4 au 8 Décembre a été qualifié de tournant dans son histoire. Créé en 1998 en Abidjan comme une plate-forme de dialogue sur la décentralisation et d'échange sur la gouvernance locale, Africités s'est affirmé pour sa 6ème édition comme un haut-lieu africain de fondation de la démocratie citoyenne et de l'action socio-économique sur des bases locales.

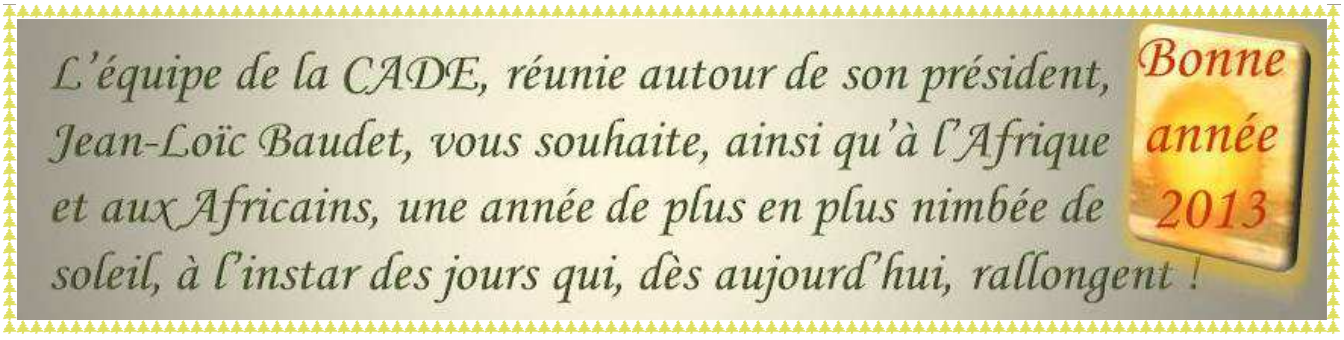
Le choix du thème de ce Sommet invitait à ce positionnement : « Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales? ». Les sessions thématiques où les différents acteurs de la vie locale se sont exprimés, les sessions spéciales où les intéressés ont proposé leurs services et les rencontres politiques où les orientations ont été prises, ont mis en lumière la volonté politique de faire émerger une Afrique des peuples au-delà d'une Afrique des Etats.

Les collectivités locales ont manifesté leur détermination à prendre en main leur destin, y compris sur le plan financier, et à mettre en œuvre des stratégies locales pour améliorer la vie des populations et pour affirmer, à côté de la citoyenneté nationale, une citoyenneté locale et une citoyenneté africaine. L'urbanisation accélérée, la mondialisation envahissante, la démocratisation de proximité sont perçues comme autant de pressions à faire des collectivités territoriales les cellules de base du développement et de la participation citoyenne. Dans les grandes villes, elles auront à relever le défi de faire vivre ensemble les multiples composantes de leur population dans le respect de leur culture et dans la conjugaison de leur dynamisme.

Par ailleurs ce 6ème Sommet a dépassé en ampleur ses prédécesseurs aussi bien pour ce qui est du nombre de participants – 5 000, dont la moitié d'élus locaux africains et de nombreux représentants de la société civile et du secteur privé en plus des ministres de tutelle des collectivités locales et du développement local - qu'en raison de la participation de quelques 500 élus locaux d'autres continents. A noter également la représentation de trois pays émergents (Brésil, Chine et Turquie) et la tenue au cours du Sommet des assises de la « Conférence Africaine de la Décentralisation et du Développement Local » et de « Cités et Gouvernements Locaux Unis ».

Enfin la volonté clairement exprimée de mieux associer les collectivités locales à la gouvernance publique s'est concrétisée par la reconnaissance de la nécessité d'adopter une « Charte africaine de la gouvernance locale » et d'instituer auprès de l'Union Africaine un « Haut Conseil des Autorités Locales », initiatives qui seront soumises aux chefs d'Etat africains. En présence des « partenaires au développement », le vœu a été

(Suite page 12)



Compte-rendu de la rencontre-débat du 12 décembre 2012

Cycle III : « Valoriser et transformer les potentiels de l'Afrique en richesses réelles »

3. « Valoriser le potentiel énergétique de l'Afrique en création de richesses »

*Le président de la CADE, **Jean-Loïc Baudet**, ouvre cette dernière rencontre-débat de l'année. La valorisation du potentiel énergétique est une question qui agite les sociétés occidentales confrontées à la transition énergétique. Cette dernière problématique qui est celle du monde occidental n'est pas celle de l'Afrique qui a d'autres soucis et qui en est à d'autres stades de la mise en valeur de ses richesses naturelles. Celles-ci sont très importantes mais n'ont pas encore été exploitées à la mesure des besoins. Il est certain qu'avec le développement industriel, minier, de l'urbanisation, les questions d'énergie vont prendre de plus en plus d'importance d'où le choix qui a été fait de proposer ce thème au débat.*



1.Lampadaire solaire à Elinkine, un village de Casamance © afriquinfos.com ; 2. panneaux solaires © Paix & développement ; 3. L'énergie du futur © ktsdesign - Fotolia.com ; 4. Barrage d'Inga © travelinong.blogspot ; 5. Eoliennes à Lompul, Sénégal © http://www.environnement-afrique.info/?Energie-eolienne-etat-des-lieux, Ibrahima GUEYE Khalilf.

*Pour animer ce débat il a été fait appel à **Christine Heuraux**, directrice appui à la formation, Electricité de France (EDF) - département international - auteur des livres « L'électricité au cœur des défis africains » et «Réussir l'électrification rurale en Afrique subsaharienne » et à **Thomas Porcher**, économiste, professeur à l'E.S.G. Management School et chargé de cours à l'université Paris - Descartes, auteur des livres «Un baril de pétrole contre 100 mensonges » et « Recettes pétrolières et financement de la lutte contre la pauvreté : le cas de la République du Congo ». **Roland Portella**, administrateur de la CADE et initiateur de cette rencontre, a accepté d'animer ce débat.*

En guise d'introduction, **Roland Portella** rappelle que lors des cycles antérieurs, tous les entrepreneurs nous ont dit que les problèmes énergétiques en Afrique étaient les principaux freins à la compétitivité. D'après une enquête qu'il a réalisée, cette perte de compétitivité serait de l'ordre de 30 à 60 % et atteindrait même 70 % dans certains pays comme au Kenya. Il rapporte de son expérience de terrain que certaines opérations sont revues à la baisse, la moitié de leur coût étant attribué à celui de l'énergie, ou retardées du fait de la défaillance de la production d'électricité. Un médecin lui a indiqué que faute d'électricité, de 400 à 450 000 décès sont attribués à l'inhalation de fumées de charbon. Depuis un certain temps des politiques tentent de se mettre en place. C'est ainsi que la Banque Africaine de Développement (BAD) lance un programme universel d'accès à l'énergie pour tous à l'horizon 2030. Pour cela, il faudrait investir 40 milliards de dollars par an ce qui semble surréaliste. Les gisements trouvés en ressources naturelles en Afrique ont été évalués en 2010 à 46 200 milliards de dollars et pourtant de nombreux pays sont dans la pauvreté, même s'ils affichent des taux de croissance enviables. Ce sont ces paradoxes que les invités vont tenter d'analyser.

Maîtriser les leviers du développement

Thomas Porcher estime que la véritable question est : « pourquoi les pays africains n'arrivent-ils pas à valoriser leur potentiel énergétique ? » On a parlé de la malédiction des ressources naturelles, de la corruption, parce que les ressources naturelles sont un gâteau que les plus forts se partagent. Quand on regarde l'ensemble du monde, la moitié des pauvres vivent dans un pays pétrolier. Le Congo a une production de 110 millions de barils par jour et 70 % de sa population vit avec 1 dollar par jour. Comment l'expliquer ? La production pétrolière du Congo représente 70 % de son PIB et 90 % de ses exportations. Il est mono-producteur. Qu'est-ce qui détermine le prix du pétrole ? Ce n'est pas l'Etat congolais ; ce sont les marchés financiers et le prix dépend de la croissance et de l'offre mondiales. Ce prix peut être affecté par le retournement du marché. Une baisse de 1 dollar fait perdre 100 millions de dollars aux caisses de l'Etat, et 1 milliard quand le baril perd 10 dollars, à rapprocher des 20 millions de dollars de l'aide humanitaire au Congo. Le Congo ne détermine donc pas la valeur du premier produit qu'il vend, contrairement à d'autres pays qui se sont diversifiés, qui ont un avantage compétitif et qui vendent à des prix qui sont fonction des coûts de production.

Si le Congo ne contrôle pas les prix, contrôle-t-il les volumes exportés ? Non, car la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) ne produit pas de pétrole, elle charge les compagnies de le faire (60 % par Total, 30 % par Agip, 10 % par d'autres compagnies étrangères) et ce sont elles qui maîtrisent les volumes de production et qui décident en fonction de leur technologie, du prix du baril sur le marché international. Quand le prix du baril est élevé, la production passe de 85 à 105 - 110 millions de barils/jour car c'est rentable. Quand le prix du baril redescend, la production n'est plus que de 90 millions de barils/jour. De plus, le Congo vend son pétrole par des préventes, car il n'a pas les moyens de le stocker ni de le raffiner.

Qu'en est-il du partage de la rente pétrolière ? C'est le seul élément sur lequel l'Etat congolais peut agir. Mais là encore, les pays africains, et c'est le cas de Sao-Tomé, du Gabon, du Congo, ne connaissent leur pétrole que par ce que leur en disent les compagnies pétrolières. Les rapports de la Banque Mondiale et de l'Agence Française de Développement (AFD) soulignent que la majorité des pays africains ne connaissent la valeur énergétique de leur sous-sol que par le biais des compagnies, ce qui crée des inégalités lors de la négociation des contrats de partage de production, car les Etats africains n'ont ni les capacités techniques, ni les capacités financières d'effectuer des vérifications. Au final, les contrats de partage de production passés avec l'Afrique sont les moins avantageux car les gouvernements ne disposent pas des leviers sur lesquels ils pourraient jouer pour s'approprier les richesses de leur sous-sol qui leur échappent totalement. Dans ces conditions, valoriser les richesses devient très difficile et malheureusement elles représentent souvent 70 % des recettes publiques des Etats. Pour T. Porcher, ce sont les politiques qui ont été menées ces 30 dernières années qui ont conduit à cette situation et ces politiques ont souvent été guidées par le FMI qui voulait, selon les vieilles théories de libre échange, que l'on se spécialise là où on est le meilleur, où l'on dispose d'un avantage comparatif, soit dans le pétrole, soit dans le cuivre, soit dans autre chose, et en privatisant en faisant appel à la concurrence. Que peut un pays face à une société comme EXXON qui a un chiffre d'affaire équivalent à 10 fois le PIB du Congo ?



Thomas Porcher

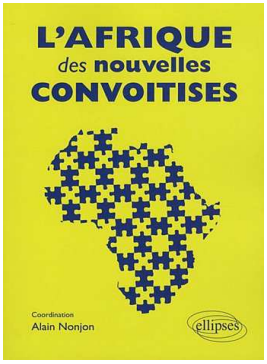
Revoir les politiques de gestion des ressources

Si on porte un regard sur d'autres pays, que voit-on ? La Malaisie qui exploite son pétrole par une compagnie pétrolière publique reçoit un plus gros pourcentage de la valeur de ses ressources que les pays qui ont privatisé. Le Chili a privatisé la moitié de ses mines de cuivre et on constate que les mines publiques sont tout aussi efficaces que les mines privées. L'essentiel des produits des mines privées part à l'étranger. Ce sont donc les mines publiques qui fournissent le plus de revenus à l'Etat chilien. T. Porcher en conclut qu'il vaut mieux que ce soit l'Etat qui prenne en main la production, même si celle-ci est réduite car c'est plus rentable que de passer par des contrats de partage défavorables.

On s'est rendu compte que les pays qui ont eu des politiques intelligentes de gestion des ressources se sont fait sanctionner par le FMI. T. Porcher cite le Chili qui avait créé un fonds pour prévenir un retournement du prix du cuivre sur les marchés et bénéficier de cette épargne pour alimenter son économie. Lorsque le cours du cuivre a chuté, le Chili a mobilisé son épargne. Le FMI a considéré que si le Chili touchait à cette épargne, ce serait considéré comme un déficit et dans ce cas on ne lui prêterait plus d'argent.

T. Porcher aborde ensuite le rôle des multinationales. Celles-ci ont apporté beaucoup à de nombreux pays : savoir-faire, transferts de technologies… Mais dans le domaine de l'énergie, beaucoup de multinationales ont fait ce qu'on appelle de l'investissement politique, c'est-à-dire qu'elles ont très bien compris que les pots de vin et la corruption pouvaient rapporter beaucoup plus que le respect des normes environnementales où des règles de partage défavorables pour elles.

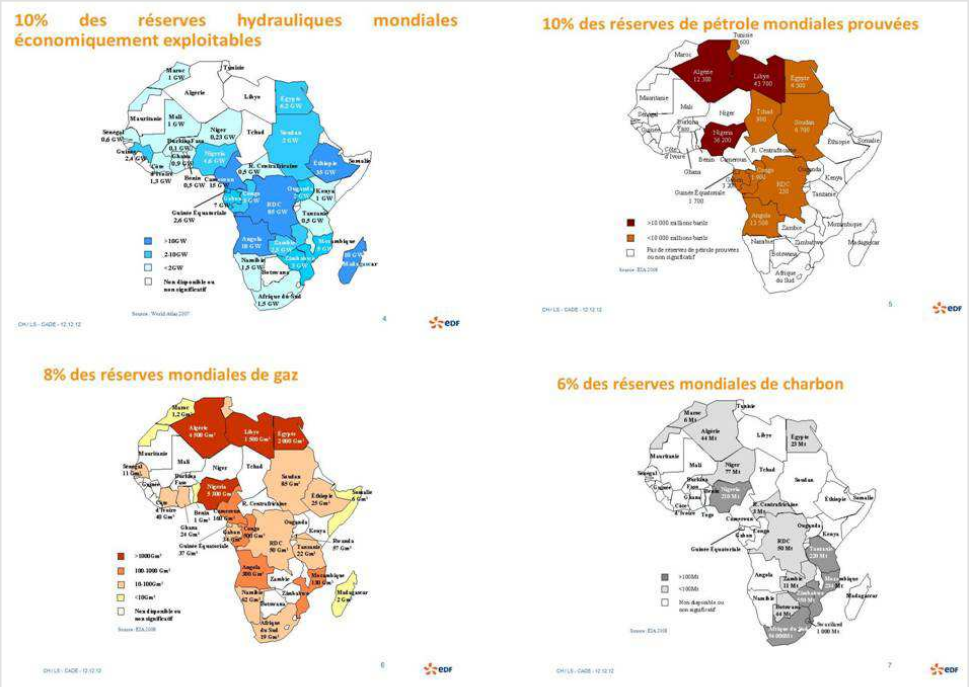
Pour conclure, la faiblesse des institutions et la corruption freinent les pays africains. Cependant, T. Porcher souligne que des Etats corrompus se sont quand même développés. Pour lui, c'est avec le développement et la croissance que se construisent les bonnes institutions et pas l'inverse. Les bonnes institutions sont plus un effet qu'une cause du développement. Il cite une phrase d'un professeur de Cambridge parlant de l'Afrique : « Si la cause du problème est politique, il est encore plus facile de changer son avenir. La vraie tragédie de l'Afrique est notre incapacité à le comprendre ». Pour T. Porcher, la pauvreté qui s'est développée ces 40 dernières années est davantage due à des problèmes de politique libérale qu'à des problèmes de corruption. La plus grosse partie du potentiel énergétique de l'Afrique quitte le continent. Ce sont des politiques qui sont aiguillées par la spécialisation des marchés, par leur libéralisation qui ont affaibli les instances publiques qui auraient pu être le bras armé des pays africains.



Roland Portella signale que la BAD a mis en place un fonds pour fournir une assistance juridique aux Etats pour la négociation de leurs contrats commerciaux dans le domaine énergétique. Il se demande comment il se fait que ces Etats qui possèdent depuis longtemps cette manne pétrolière ne disposent pas des compétences pour négocier au mieux de leurs intérêts. Ces Etats mettent face aux services juridiques musclés des grandes compagnies des fonctionnaires qui ne sont pas formés. C'est une grande responsabilité de leur part.

De l'électricité pour la création de richesses

Christine Heuraux aborde la problématique énergétique à partir de l'électricité. Celle-ci est au cœur du développement et de la création de richesses. C'est un vaste sujet, complexe, qu'il convient d'aborder avec humilité. Elle fournit quelques points de repère qui permettront d'alimenter la discussion. Le continent africain a un potentiel gigantesque même si tous les pays ne sont pas à égalité de ressources. Il possède 10 % des réserves hydrauliques mondiales économiquement exploitables, 10 % des réserves mondiales de pétrole prouvés, 8 % des réserves mondiales de gaz, 6 % des réserves mondiales de charbon, sans compter la première énergie à laquelle on pense en Afrique : le solaire. Il faut également compter avec la biomasse dont on parle moins souvent mais qui est un enjeu clé, avec 60 % des terres arables du monde situées en Afrique. Face à ces ressources, il est étonnant de voir à quel point les capacités de production électrique sont faibles. Des images satellites montrent un continent plongé dans le noir, comparé à d'autres régions du monde.



Extrait du Power Point Infrastructures, énergie et développement en Afrique © Christine Heuraux

L'ensemble du continent africain qui compte près de 1 milliard d'habitants a une capacité de production électrique équivalente à celle de l'Allemagne qui possède 82 millions d'habitants. Si on retire l'Afrique du Nord, l'Afrique subsaharienne qui compte 860 millions d'habitants a une capacité installée de production d'électricité équivalente à celle de l'Espagne. Si on retire le poumon électrique qu'est l'Afrique du Sud qui produit 43 % de l'électricité du continent, on arrive à une capacité équivalente à la Pologne, qui ne compte que 38 millions d'habitants. On voit l'énorme retard qu'il y a à combler. Les chiffres cités sont largement optimisés si l'on tient compte du fait que 25 % de ces capacités sont en très mauvais état de fonctionnement et que les infrastructures de production et de transport, qui ont en moyenne plus de 40 ans, sont âgées, d'où la nécessité de les renouveler rapidement. En terme de consommation moyenne d'électricité, la population africaine représente 13 % de la population mondiale en 2012, alors que la consommation électrique du continent n'est que de 3 % de celle de l'ensemble du monde.

Au cœur du secteur de l'électricité, les compagnies nationales d'électricité sont dans 99 % des cas en mauvaise santé pour des raisons multiples : obsolescence des équipements, mauvais entretien, donc coûteux. Les Etats n'ont pas les moyens d'investir, les politiques de prix sont inadaptées, les coûts de production élevés car le secteur repose en partie sur le thermique. Les prix de vente aux clients sont sous-évalués, le recouvrement des factures est défaillant. Tous ces facteurs mettent les entreprises en difficulté. A cela s'ajoutent un déficit de standardisation des équipements, un déficit de formation professionnelle, les aléas climatiques, les conflits. Cela se résume par un chiffre : 56 jours de coupure d'électricité par an en moyenne. Ce retard de l'électrification est un frein pour le développement et coute 2,7 points de PIB, voire 4 à 5 points dans certains pays, ce qui est énorme. Le poids de la déficience de production d'électricité sur la productivité économique est estimé entre 30 et 60 % et se répercute sur la santé, l'éducation, le développement social.

La croissance moyenne du continent se maintient entre 5 et 6 %. Mais pour atteindre les objectifs du millénaire, elle devrait atteindre 8 à 10 %. Surtout, la croissance moyenne de la demande d'électricité est de 10 % alors que celle du parc de production n'est que de 3 % et ce décalage qui se creuse d'année en année bride la croissance économique globale. Tous les pays ne sont pas égaux devant ce déficit d'électricité. L'Afrique du Nord est interconnectée avec l'Europe, ce qui lui fournit une soupape de sécurité et lui permet des

échanges. L'Afrique Australe avec la locomotive qu'est l'Afrique du Sud a des ressources abondantes et est dans une situation plus favorable. Entre ces deux pôles, les pays sont largement déficitaires avec des taux d'électrification atteignant 30 % dans une quinzaine de pays alors que ce taux est de 98 % en Afrique du Nord. Le plus inquiétant est que ces taux baissent depuis 2001 parce que la population augmente, l'économie essaie de progresser, les infrastructures se détériorent. C'est un fait unique sur la planète.



Christine Heuraux

► Une impérieuse nécessité d'investir

Comment l'Afrique peut-elle résoudre ses problèmes ? Il faut investir dans la production et les réseaux de distribution. Une étude de la Banque Mondiale réalisée en 2009 estimait qu'il fallait investir 40 milliards de dollars par an jusqu'en 2030 pour équilibrer l'offre et la demande et relever le taux d'électrification de 10 % en Afrique subsaharienne ce qui représente 6,4 % de son PIB ; or on n'y consacre actuellement que 11 milliards de dollars/an. On est donc loin de l'objectif. L'agence Internationale de l'Energie estime que pour l'ensemble de la planète, il faudrait investir d'ici 2030 pour renouveler les équipements 22 000 milliards de dollars. Il y a des investisseurs qui sont prêts à investir en Afrique. Mais auparavant, il faut préparer le terrain, des politiques énergétiques définies, des politiques électriques calées en évaluant les ressources, les besoins de consommation, en traçant des perspectives en fonction des évolutions démographiques. Les temps de réalisation des équipements sont très longs, l'unité de temps, dans ce domaine, étant la décennie. Les investisseurs potentiels ne s'engageront que s'ils ont une visibilité à long terme et des perspectives de rentabilité suffisantes.

Un autre paramètre important pour qu'un continent comme l'Afrique puisse accélérer son électrification est l'indispensable maillage régional. Pour les investisseurs, les pays sont trop petits, les marchés trop étroits. Il faut donc se mettre à plusieurs pays pour construire des infrastructures. Cela exige du temps, d'adapter les cadres règlementaires, de mettre en place des politiques d'échanges, ce qui manque énormément. Certains commencent à y réfléchir mais les pays ont du mal à se mettre d'accord sur les conditions de cette coopération.

Il reste le problème de l'électrification rurale. 500 millions d'Africains n'ont pas accès à une forme moderne d'énergie ce qui a des conséquences en termes de développement économique, social. Il y a des modèles à créer sans passer par les dons et les ONG qui s'en occupent, à partir des ressources disponibles. Pour que le levier de l'électrification se mette en place, il est urgent de former des compétences à tous les niveaux et faire en sorte que tous les métiers se rapportant à l'énergie électrique soient exercés par les Africains eux-mêmes.

En conclusion, le rôle du potentiel électrique en terme de création de richesses est évident. C'est indispensable pour faire monter la croissance économique au-delà de 5 à 6 %. Le temps presse, et ce temps, il faut le considérer à deux échelles : l'échelle du temps social et économique ; les jeunes qui arrivent sur le marché du travail ne veulent pas attendre 15 ans pour avoir un meilleur confort de vie et pour développer une activité économique. L'échelle de temps technologique vise le long terme pour faire aboutir des créations d'infrastructures (10 à 15 ans). Le problème est clairement posé, les solutions sont identifiées ; ce qui est le plus long, c'est leur mise en œuvre.

Roland Portella intervient au sujet des interconnections qui se heurtent à des problèmes de souveraineté ce qui freine leur mise en œuvre. Par ailleurs il se demande si, compte tenu des coûts et des délais, il n'y aurait pas la possibilité de prévoir de petits sauts technologiques. Des exemples existent comme les réseaux intelligents, les cartes pré-payées pour la consommation.

Christine Heuraux répond qu'il est évident que l'énergie possède une dimension stratégique dans tous les pays de la planète. Ce désir de souveraineté existe également en Europe mais cela ne l'a pas empêchée de construire un marché européen de l'électricité. Il faut que les 54 pays africains raisonnent en maillages régionaux, en constituant des pôles électriques. Des négociations sont entamées mais il faut des compétences et les outils nécessaires pour conduire cette réflexion. C'est un sujet intéressant mais insuffisamment approfondi. En ce qui concerne les cartes pré-payées, cela se pratique dans certains pays, y compris en Angleterre. Mais le problème primordial est de mettre à disposition la ressource avant de savoir comment on va la payer.

LE DEBAT

Une question est posée sur les paradigmes instaurés par le carcan des grandes institutions. Pour certains, on est en train de plaquer sur l'Afrique des modèles périmés. Il y a en Afrique une ressource certaine, c'est le soleil. Plusieurs intervenants souhaitent savoir s'il y a une rentabilité économique pour les clients africains à disposer de leur propre énergie grâce au solaire. Pour un autre, il faut développer l'énergie en réseaux et passer d'une énergie de confort à une énergie de production.

T. Porcher se réfère au cas de la Grèce qui a subi les contraintes imposées par les grandes institutions avec les conséquences qui en découlent sur le taux de croissance et les

salaires. Le salaire minimum en Grèce a été ramené à 500 dollars ce qui est équivalent au salaire de la classe moyenne chinoise. Il faut savoir cependant qu'en Afrique, quand on perd quelques dollars, on meurt. Les Objectifs du Millénaire pour réduire la pauvreté, s'ils ont été atteints en Inde et en Chine, ne l'ont pas été en Afrique même si le PIB a augmenté.

Pour C. Heuraux, quand on pense au solaire, il faut savoir de quoi on parle. Avant de décider des technologies à mettre en œuvre, il faut commencer par évaluer les besoins. On n'électrifie pas de la même façon quelques familles dispersées que des habitats plus denses ou pour satisfaire les besoins de l'industrie minière, des entreprises de transformation de produits agricoles, ou des activités artisanales pour lesquels les panneaux solaires ne sont pas adaptés. Il y a un fort potentiel dans le domaine du solaire, mais certaines zones d'Afrique ont des couvertures nuageuses 6 mois par an. Il faut donc savoir ce qu'on veut faire de cette électricité et quelles perspectives de créations de richesses et de développement veut-on pourvoir. Par ailleurs le solaire ne bénéficie pas encore d'une filière industrielle significative en Afrique. Il faut donc importer le matériel. EDF a fait des enquêtes de satisfaction sur les programmes d'électrification entrepris. Concernant le solaire, si les usagers trouvent que c'est mieux que la bougie, ils estiment que c'est une électricité de seconde zone et qu'ils ne sont pas à égalité avec ceux qui bénéficient d'une alimentation permanente. Toutes les technologies sont à valoriser et à utiliser mais il faut se rapprocher au mieux des conditions économiques et du potentiel de développement attendu des différents ouvrages.
R. Portella ajoute que le Sénégal a entrepris l'équipement solaire d'un programme de 5 000 logements et il sera intéressant d'évaluer ce projet dans quelques années. Il indique par ailleurs qu'il existe quelques entrepreneurs qui fabriquent des panneaux solaires en Afrique mais cette filière manque de moyens. Il évoque également la polémique qui s'est cristallisée autour du projet Désertech qui servirait davantage l'Europe que l'Afrique elle-même.

C. Heuraux précise que Désertech, ce ne sont pas des panneaux solaires. C'est une technologie beaucoup plus sophistiquée et coûteuse, nécessitant un investissement de 40 milliards de dollars. Ce projet est fragilisé, les partenaires se désengageant les uns après les autres. Ce projet n'est économiquement pas rentable et pose des problèmes politiques. Un intervenant précise qu'en matière d'électrification en milieu rural basée sur le solaire, il existe des compétences très fortes qui vont encore se développer et des technologies pertinentes qui peuvent être implantées. Le problème est que ce sont souvent des technologies onéreuses qui sont proposées à des populations à faibles revenus. La question posée est donc de savoir comment peut-on approvisionner ces populations dans l'attente d'un maillage irrigant les zones rurales. Des solutions robustes et faciles d'utilisation existent comme les générateurs diesel.

Une question porte sur la valorisation du potentiel énergétique de l'Afrique. Cela passe par le renforcement des compétences, donc par la formation. Cela passe également par l'assainissement des comptes des sociétés nationales d'électricité qui sont catastrophiques, en grosse partie parce que les gros clients, Etat, Armée ne paient pas leurs factures. Un intervenant estime nécessaire de disposer d'une banque africaine réellement indépendante avec des investissements venant d'Afrique.

T. Porcher répond que pour constituer une banque africaine, il faut des fonds très importants. Quand on regarde des pays comme le Koweït, le Qatar ou les Emirats, ces pays récupéraient en 1960 10 % de la valeur de leur production pétrolière. Aujourd'hui, ils en récupèrent 100 % ce qui fait qu'ils ont des fonds souverains très importants. En Afrique, le manque de fonds provient de ce que les Etats ne récupèrent qu'une petite partie de la valeur de leur production et cette valeur est amputée par la corruption alors que si les fonds dégagés sont importants, l'effet de la corruption est moindre. Le fait que les gros clients sont mauvais payeurs et que la population est souvent insolvable décourage les investisseurs. Sur la formation des compétences, C. Heuraux indique qu'EDF a travaillé à structurer des filières de formation aux métiers de l'électrification. Toutes les compagnies d'électricité ont leur propre centre de formation. En liaison avec l'AFD et l'union des producteurs et transporteurs d'électricité en Afrique, un état des lieux a été fait qui montre que ces pôles de formation ont beaucoup souffert faute d'investissements. L'idée est d'identifier des pôles régionaux à rééquiper pour en faire des pôles d'excellence.

Les problèmes de rentabilité dont dépend la mobilisation des investisseurs est évoquée. Si EDF investit, c'est qu'il existe quelque part une rentabilité. Les barrages, selon C. Heuraux, sont d'une rentabilité extrême. Il peut y avoir des problèmes de surcapacité comme le barrage de d'Inga (RDC) dont le potentiel dépasse ce que l'Afrique peut consommer. Le problème est de livrer l'électricité aux points de consommation même s'ils sont très éloignés. Ce sont de gros investissements mais rentables. Distribuer l'électricité 24h/24 jusqu'au fin fond des provinces ne doit pas être évalué en fonction de son coût, mais en fonction de ce que cela représente en matière de développement. La création de richesses peut aller très vite à partir du moment où on a une alimentation électrique permanente et d'une puissance suffisante. Dégager des moyens d'investissement suppose que les contrats de partage de la production passés en Afrique et qui sont les plus désavantageux, soient revus à la hausse. Il y a urgence pour satisfaire une jeunesse qui rêve de développer la puissance économique de son pays en créant son entreprise comme c'est le vœu de bien des membres de la diaspora qui souhaitent s'impliquer dans une vraie coopération Nord-Sud. ■

Philippe Mathieu

Sauver les forêts africaines


© J. B. Simonin

Grumier sur piste forestière

L'opinion commune est que les forêts diminuent constamment partout dans le monde. Ce point de vue s'appuie notamment sur les analyses des organisations non gouvernementales attachées à la protection de la nature et au maintien de la biodiversité, comme c'est le cas du « Fonds mondial pour la nature » (WWF), très impliqué dans le développement durable. Il s'avère cependant que la déforestation peut laisser la place à une reforestation parfois très importante, comme on le voit en France. La FAO* observe que *«presque tous les pays et les régions qui ont connu un essor économique ont eu des taux de déforestation élevés pendant la phase de transition économique. Heureusement, dès que l'économie nationale atteint un certain niveau de développement, la plupart des pays sont arrivés à arrêter, voire à inverser, la déforestation ».*

Aujourd'hui, les forêts couvrent environ 4 milliards d'hectares, soit quelque 31 % des terres de la planète. La déforestation continue à sévir dans les zones tropicales, où les populations vivent de l'exploitation de toutes les ressources foncières. En Afrique subsaharienne, la déforestation a accompagné la croissance démographique, en particulier avec l'augmentation des besoins en bois de chauffe en zone soudano-sahélienne et l'extension des défrichements requis par les méthodes de l'agriculture itinérante en zone équatoriale. Dans cette partie de l'Afrique s'est ajoutée la production des cultures industrielles – café, cacao, palmier à huile, hévéa - pour les marchés extérieurs et, plus récemment, les achats de terres à grande échelle par des investisseurs étrangers ont accéléré le processus de déforestation.

► Les bienfaits économiques de la forêt

- L'agroforesterie permet de valoriser au mieux les ressources locales, y compris dans des régions considérées comme infertiles. C'est le cas au Sénégal, où les paysans *sérère* savent tirer profit de l'*Acacia albida*, l'arbre miracle de l'Afrique tropicale, connu pour ses capacités fertilisantes et dont les fruits servent de fourrage pour le bétail au plus fort de la saison sèche.
- L'exploitation artisanale du bois et des produits forestiers fait vivre des milliers de familles africaines. La FAO indique qu' *« Au Burkina Faso, les exportations de beurre de karité et d'amandes brutes de karité ont atteint 7 millions de dollars US en 2000, hissant ces produits au troisième rang parmi les principaux produits d'exportation, après le coton et les produits de l'élevage».*
- La collecte et le travail du bois pour la fabrication d'objets d'artisanat représentent la principale source de revenus de nombreuses familles. Ils deviennent indispensables à la survie pendant la morte-saison agricole.
- L'exploitation industrielle des bois de la forêt pluviale fournit des emplois et des revenus élevés dans plusieurs pays d'Afrique centrale. WWF note que *« les forêts du Bassin du Congo couvrent près de 180 millions d'hectares au cœur du continent africain. Ce massif représente la deuxième plus importante forêt tropicale après l'Amazonie. Elle s'étend sur six pays : République Démocratique du Congo, République du Congo, Gabon, Cameroun, Guinée Equatoriale et République Centre Africaine. ».*

► Vers la reconquête des forêts africaines

Les autorités ont pris conscience des ravages de la déforestation et pris des mesures qui permettent une exploitation plus raisonnable des forêts.

Au Gabon, le secteur forestier représente 6 % du PIB hors hydrocarbures. Seconde source de revenus étrangers du pays, il est le premier employeur privé et génère quelque 20 000 emplois directs et indirects. Le gouvernement a décidé d'améliorer la part locale de valeur ajoutée de cette ressource et de développer l'emploi, en interdisant, en janvier 2010, les exportations de bois non transformé. Par ailleurs, la Caisse des Dépôts et Consignations du Gabon vient de prendre 35 % du capital de la société Rougier Afrique International, qui bénéficie de plus de deux millions d'hectares de concessions forestières certifiées réparties entre le Gabon, le Cameroun et la République du Congo.

Au Cameroun, le commerce du bois représente une contribution de 6 % au PIB, et là encore des mesures de protection et d'incitation à la production locale ont été prises pour améliorer la gestion et les revenus locaux de l'exploitation. Des limitations d'exportation sont imposées au commerce des grumes, afin d'encourager la transformation locale et des essences précieuses, comme le Bubinga, le Wengue, l'Iroko et le Tali, y ont même été interdites de commercialisation.

« Les forêts et la foresterie sont des actifs de plus en plus attrayants pour les investissements du secteur bancaire, des fonds de pension, des fonds de dotation, des fondations et des compagnies d'assurance » (FAO). Les responsables africains ont compris les avantages et les risques de cette évolution, ils ont commencé à protéger la ressource et à prendre des mesures en faveur de l'emploi et de l'augmentation de la valeur ajoutée produite sur place, mais le chemin pour y parvenir est long alors que le temps du développement presse.■

Jean Roch

* Rapport sur la *Situation des forêts du monde, 2012*, FAO.



Daniel Ayuk Mbi Egbe,

Une formation de qualité : L'une des clés du photovoltaïque en Afrique

L'Afrique manque cruellement d'électricité. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les photos satellites de ce continent qui ont été prises de nuit. Pas de doute, hormis quelques îlots de lumière dispersés, la quasi-totalité de l'Afrique vit dans l'obscurité dès la nuit tombée. Si cette absence chronique d'électricité représente un frein majeur au développement économique et à la croissance dans la grande majorité des 56 pays que compte ce continent, celle-ci rend également beaucoup plus difficile, voire quasiment impossible, l'accès à l'éducation et à la formation pour cet extraordinaire potentiel que constitue la jeunesse africaine. Au-delà de ce constat, quelles sont les solutions envisageables ? Préférant l'efficacité au grand discours, le Professeur ***Daniel Ayuk Mbi Egbe****, qui dirige le Laboratoire de synthèse des matériaux organiques au sein du Linz Institute for Organic Solar Cells (LIOS) de l'Université Johannes Kepler de Linz en Autriche, a créé l'African Network for Solar Energy, l'ANSOLE, qui fêtera ses deux ans en février prochain. Pour ce chimiste camerounais, spécialiste de la synthèse des matériaux organiques utilisés notamment dans la conception de cellules photovoltaïques, l'Afrique a une très belle carte à jouer dans ce domaine.*

L'anecdote mérite d'être racontée tant elle résume parfaitement la situation à laquelle sont confrontés les chercheurs africains. En novembre 2010, à Sousse, en Tunisie, se tient *l'International Conference on Conducting Material* (ICOCOM 2010), organisée par le Professeur Samir Romdhane de l'Université de Tunis, conférence à laquelle s'est inscrit notamment le Professeur Teketel Yohannes, un chercheur éthiopien de l'University of Addis Ababa, spécialiste réputé dans le domaine des matériaux conjugués. Ces derniers constituent une nouvelle classe de polymères caractérisés par leurs excellentes propriétés optoélectroniques. Curieusement, les participants à cette conférence, venus de différents pays d'Afrique francophone, ne le connaissent pas. Mais est-ce si étonnant que cela ? Pas pour le Professeur Daniel A. M. Egbe. « *Bien qu'indépendants, beaucoup de pays africains vivent et pensent encore comme à l'époque coloniale. Ainsi les pays francophones échangent entre eux, tout comme les pays anglophones le font de leur côté. Mais de coopération intra-africaine, il n'en est quasiment pas question, essentiellement pour des problèmes de langues et de transports* », explique-t-il.

Cette anecdote, le chercheur camerounais aime d'autant plus la rappeler, que c'est elle qui va le conduire à créer l'ANSOLE. « *Nous étions alors 9 chercheurs, dont 7 francophones, 1 anglophone et moi, le seul bilingue. J'ai donc joué l'interprète et c'est à ce moment qu'a germé l'idée de créer quelque chose autour des énergies renouvelables et, plus particulièrement, de l'énergie photovoltaïque* ». De retour à Linz, en Autriche, il en parle au Professeur Niyazi Serdar, le directeur du laboratoire LIOS dans lequel il travaille, et qu'il tient à remercier pour son écoute et son aide. L'idée de créer un réseau autour de cette thématique et d'y faire participer plusieurs pays africains le séduit. Et c'est ainsi que moins de trois mois plus tard, le 4 février 2011, est officiellement créé l'African Network for Solar Energy, l'ANSOLE, à l'occasion d'un symposium organisé à Linz, auquel participent des représentants de différents pays de l'Afrique mais aussi de l'Europe. « *Il y avait notamment des chercheurs de l'International Centre for Theoretical Physics (ICTP) de Trieste, en Italie, qui avaient également l'intention de s'engager dans la recherche sur les énergies renouvelables. Aussi ont-ils soutenu le réseau dès sa création* », précise le chercheur camerounais. Tout est donc allé très vite, Daniel A. M. Egbe n'étant pas homme à tergiverser quand une idée est mûre.

► Deux types de bourses proposées par l'ANSOLE

Depuis, tout s'est accéléré. L'ANSOLE a co-organisé avec le ministère camerounais de l'Energie et de l'Eau une rencontre à Yaoundé avec les professionnels du solaire. Dans la foulée, Daniel A. M. Egbe a commencé à bâtir une base de données et un site Internet. « *Il y a eu des moments difficiles, certes, mais nous sommes parvenus à développer les outils que nous souhaitions. Quand on cherche à innover, on dérange forcément* », lâche le coordinateur de l'ANSOLE. Aujourd'hui, ce réseau est représenté dans 30 pays du continent africain sur les 56 que compte celui-ci. Parallèlement, beaucoup de personnes des continents américain, asiatique et européen le soutiennent. « *Pour résoudre les problèmes énergétiques de l'Afrique, nous ne pouvons pas nous limiter aux frontières du continent. Par conséquent, l'ANSOLE est et doit être un mouvement global* », répète-t-il.

Avec l'aide de l'ICTP, deux types de bourses ont été lancées. Le premier, l'Intra-African Exchange Program (INEX) permet à un étudiant africain d'aller travailler dans une autre université africaine dans le cadre d'un master, voire d'un doctorat. Trois étudiants en bénéficient déjà. Le premier est un doctorant camerounais, Duvalier Péné, de l'Université de Ngaoundéré (Groupe de recherche du Pro-

fesseur César Kapseu) qui étudie au Sénégal, à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Groupe de recherche du Professeur Grégoire Sissoko) depuis avril dernier. Le second, Hervé Joël Tchognia Nkuissi, est également un doctorant du Cameroun, de l'Université de Yaoundé (Groupe de recherche du Professeur Jean-Marie Ndiaka) qui, pour sa part, travaille au Maroc, à l'Université Hassan II Mohammedia de Casablanca (Groupe de recherche du Professeur Bouchaib Hartiti) depuis octobre dernier. Enfin, le troisième est un docteur sénégalais, Allé Dioum, de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Laboratoire du Professeur Aboubaker Chedikh Beye) qui, lui, étudie aussi au Maroc, à l'Université de Chouaïb Doukkali El Jadida (Groupe du Professeur El Mahdi Assaid) pour obtenir son habilitation à diriger des recherches (HDR). Précisons que chacun de ces étudiants qui réalise sa thèse dans une autre université du continent reçoit chaque mois entre 300 et 350 euros, versés par l'ANSOLE, ce qui correspond au salaire moyen d'un fonctionnaire dans ces pays, plus un billet d'avion aller-retour.

Avec le deuxième type de bourses, l'Africa-North Exchange Program (ANEX), l'objectif est de donner la possibilité à des étudiants africains de venir, pour des durées de quelques mois, se former dans des laboratoires européens. « *Il s'agit de leur dispenser une formation pratique, la plupart des laboratoires africains ne disposant pas ou peu d'équipements scientifiques* ». Daniel A. M. Egbe rappelle que la recherche qui est menée en Afrique se limite le plus souvent à de la théorie, la plupart des pays n'investissant pas ou trop peu dans la recherche. « *Or pour que ce continent devienne un géant dans le futur, il est urgent que nos étudiants puissent recevoir une formation pratique* ». Le chercheur camerounais tempête de voir encore les importantes sommes d'argent consacrées à l'achat d'armement comparées aux sommes ridicules allouées à la formation pratique et à l'achat d'équipements scientifiques. « *Cela me blesse le cœur* », se désole ce chercheur qui sait qu'en permettant ainsi à des étudiants africains de venir en Europe se former durant de courtes périodes, il permet de lutter à sa façon contre la fuite définitive des cerveaux, « *des cerveaux qui doivent servir l'Afrique* », affirme Daniel A. M. Egbe. Jusqu'à présent, l'ANEX a permis de recevoir des étudiants du Maroc (Safae Aasou de l'Université de Chouaïb Doukkali El Jadida), de l'Algérie (Sameh Boudiba de l'Université de Tebessa) et de l'Ethiopie (Adam Getachew de l'University of Addis Ababa). Cela dit, faire venir un étudiant africain en Europe, cela nécessite évidemment davantage de moyens, environ 1 000 euros par mois. D'où des séjours dont la durée est forcément très limitée.

► Se former au plus haut niveau : une nécessité pour les chercheurs africains

Car pour financer l'ensemble de ses actions, l'ANSOLE ne dispose aujourd'hui que de 18 000 euros par an ! Aussi le chercheur camerounais en est-il souvent de sa poche. C'est la raison pour laquelle ce réseau cherche aujourd'hui des sponsors, en particulier dans le secteur des énergies renouvelables et du photovoltaïque. « *Pour que l'Afrique puisse avancer sur le terrain des énergies renouvelables, elle a besoin des connaissances nécessaires. Or la seule façon d'y arriver est de former des étudiants de qualité* ». Daniel A. M. Egbe en est d'autant plus convaincu qu'il a lui-même suivi ce parcours. En effet, après avoir obtenu une licence de chimie organique à l'Université de Yaoundé et suivi en parallèle des cours d'allemand à l'Institut Goethe de Yaoundé, il est venu faire un master de chimie à l'Université de Iena en Allemagne, avant d'entamer une thèse de doctorat, qu'il a soutenu en 1999. Quelques années plus tard, il sera le premier Camerounais à obtenir une habilitation à diriger des recherches (HDR) de chimie en Allemagne.

Dès lors, le jeune chercheur qu'il est va effectuer des séjours scientifiques au sein de laboratoires réputés, d'abord dans le Max-Planck Institute for Polymer Research, à Mayence en Allemagne, puis à l'Université d'Eindhoven en Hollande, puis à nouveau en Allemagne à l'Université de Chemnitz. Enfin il est recruté à l'Université Johannes Kepler de Linz, en Autriche, dans le LIOS que dirige le Professeur Niyazi Serdar, pour travailler dans le cadre d'un projet visant à concevoir des cellules solaires à base de matériaux organiques. Armé d'un solide bagage scientifique, aujourd'hui il dirige le laboratoire de synthèse des matériaux organiques de cet institut. Il y poursuit ses recherches qui portent sur la synthèse de matériaux photo-actifs, qui peuvent ensuite être utilisés, soit sous la forme de cellules photovoltaïques qui produiront de l'électricité, soit d'OLED (Organic Light-Emiting Diode), c'est-à-dire des diodes électroluminescentes organiques qui permettent de produire de la lumière.

Parallèlement, il ne cesse de s'investir dans la formation d'étudiants africains, « *surtout depuis que l'on a lancé l'ANSOLE* », précise-t-il. Dès février prochain, il accueillera une étudiante égyptienne qui bénéficie d'une bourse de l'ANSOLE dans le cadre du programme ANEX. En juin 2013, ce sera autour d'un étudiant du Nigeria de venir faire son post-doc ici, sous la responsabilité de Daniel A. M. Egbe qui a déjà initié un certain nombre d'étudiants à la synthèse des matériaux organiques, parmi lesquels des Algériens, des Marocains, des Ethiopiens, mais pas encore de Camerounais. « *La plupart ne travaillent pas encore dans ce domaine qui nécessite des moyens matériels et financiers dont ne disposent pas les universités subsahariennes* », regrette-t-il. D'où l'importance du travail initié et développé par l'ANSOLE et dont l'un des mérites est de faire en sorte que tous les Africains intéressés par le secteur photovoltaïque se parlent. Une démarche qui pourrait s'avérer gagnante pour ce continent si, en amont, tout est mis en œuvre pour offrir aux jeunes les formations nécessaires. ■

Jean-François Desessard
Journaliste scientifique

Contact : Daniel A. M. Egbe
Courriel : daniel.egbe@ansole.org ou daniel_egbe@yahoo.com
ANSOLE : www.ansole.org

« Les Afriques qui se font » s'expose à *La Bellevilloise* : tout un symbole !

Le 24 novembre dernier, la *Coordination pour l'Afrique de Demain*, la CADE pour les initiés, avait convié le public à venir « vivre ensemble » l'aboutissement d'un projet au développement duquel son équipe travaille avec enthousiasme depuis plus de deux ans. C'est dans le cadre des *Cafés cartographiques*, qui se tiennent dans ce lieu mythique qu'est *La Bellevilloise*, que les 27 panneaux de l'exposition « **Les Afriques qui se font** » ont en effet été présentés pour la première fois. Les gens présents ont visiblement été séduits, tant par la qualité et la richesse du contenu que la manière dont il s'affiche sur chacun des panneaux. Une très belle « mise en images » pour une Afrique, ou plutôt « des Afriques qui se font » qui va désormais prendre la route. Itinérante, cette exposition, qui se veut avant tout un outil pédagogique, souhaite en effet partir à la rencontre des jeunes et de tous ceux qui désirent mieux connaître ce continent fascinant mais trop souvent mal connu.



De gauche à droite : J.-L. Baudet et G. Courade, Président et Vice-président de la CADE à la Bellevilloise.

Sûr que les fondateurs de *La Bellevilloise*, première coopérative parisienne fondée en 1877, au lendemain de la Commune de Paris, auraient apprécié de voir ce lieu qui, en ce milieu d'automne frileux, semblait s'être paré des couleurs de l'Afrique. Ces hommes n'avaient-ils pas en effet pour projet de permettre aux gens, et notamment aux classes sociales les plus modestes, l'accès à l'éducation et à la culture. Il y avait donc chez eux l'envie de transmettre, de faire comprendre et d'expliquer au plus grand nombre à travers une démarche pédagogique. Démarche pédagogique dans laquelle s'est lancée la CADE avec cette exposition « Les Afriques qui se font ». L'idée est née il y a un peu plus deux ans. L'équipe de cette association utilisait alors « Quand l'Afrique s'éveillera... », une exposition que lui avait prêtée la Cité des Sciences et de l'Industrie. Or devant l'intérêt rencontré par cette démarche auprès des collèges, des lycées et des associations culturelles de la diaspora africaine, la CADE a donc pris la décision de concevoir son propre outil pédagogique.

Il s'agissait là d'un véritable défi à relever pour cette association. Certes, la connaissance, voire la longue pratique de ce continent qu'est l'Afrique, par certains de ses membres, constituait son principal atout dans cette aventure. Mais encore fallait-il pouvoir la financer. D'où un long travail, réalisé auprès des acteurs institutionnels et de plusieurs fondations, qui au passage a permis à la CADE et à ses membres de mieux faire connaître le travail qui est mené inlassablement depuis 16 ans, auprès des jeunes et de la diaspora africaine. Ainsi au fil des mois, le projet a pris forme. Les textes des premiers panneaux ont été ébauchés et ont fait l'objet d'âpres discussions. Car si les hommes et les femmes qui œuvrent au sein de cette association partagent un même objectif pour cette Afrique qu'ils aiment et qui les passionne toujours autant après, souvent, des décennies de « vie commune » avec ce continent, ils n'hésitent pas pour autant à débattre et à confronter leur avis sur des points précis. D'où ce résultat d'une exposition originale et joliment mise en page pour laquelle les auteurs des 27 panneaux n'ont pas ménagé leurs efforts, tout comme l'équipe qui a coordonné l'ensemble du projet.


Présentation des 9 panneaux test des *Afriques qui se font* à l'Université de Cergy-Pontoise, mars 2012. © Groupe d'étudiantes

Dès la sortie des premiers panneaux, la CADE a souhaité les tester auprès de différents publics et en particulier de jeunes dans plusieurs établissements scolaires et universitaires. Des tests qui ont été des formidables encouragements à poursuivre l'aventure et ont donné à ce projet toute sa légitimité. Ainsi, les 19 et 20 mars 2012, à l'Université de Cergy-Pontoise, 9 panneaux présentés ont reçu un bel accueil de la part d'étudiants de diverses disciplines.

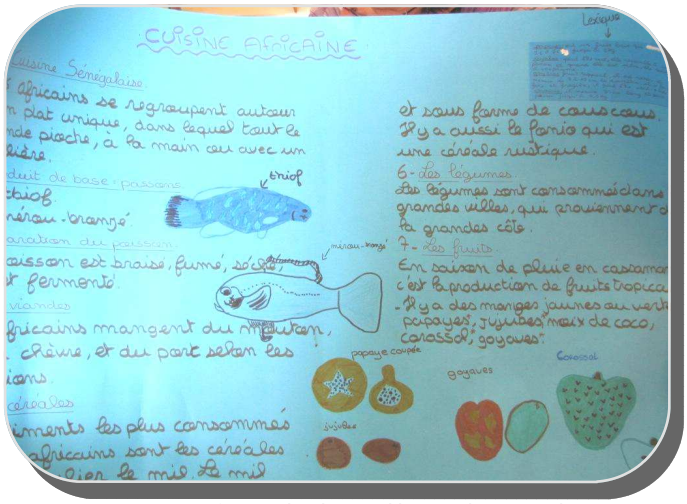
Pour s'en convaincre, il suffit de feuilleter le Livre d'Or sur les pages duquel beaucoup de ces jeunes ont tenu à s'exprimer et à laisser des témoignages, ce qui constitue un bel hommage rendu à la CADE quand on sait qu'à cet âge on n'est pas forcément enclin à se livrer à cet exercice. « *Exposition très intéressante qui nous ouvre les yeux sur un monde plein d'espoir mais qui nous présente aussi une réalité difficile* », a écrit Geoffrey, un étudiant de 1ère année de Langues Etrangères Appliquées (LEA) Anglais-Chinois. « *C'est super de sensibiliser les gens* », a ajouté Lee, étudiant dans la même discipline. « *J'espère que ça va nous (Européens) ouvrir les yeux* », lâche Shanice. « *Une exposition qui permet d'effacer certains préjugés sur l'Afrique* », déclare Abdoul, étudiant en deuxième année d'Economie-Gestion. « *Exposition très intéressante, riche en connaissances* », estime Elisa qui est en Master 1 de Commerce International. « *Un authentique regard sur le continent africain et ses réalités* », « *Pour une fois que l'Afrique a été montrée sous un autre jour et d'une façon positive* » … la liste des témoignages est longue.



Le public visite de l'exposition à la Bellevilloise.

Samedi 24 novembre, dans la grande salle de *La Bellevilloise*, c'était un peu le même son de cloche, d'autant plus qu'entre temps un livret* explicatif a été écrit pour accompagner l'exposition. Il suffisait de tendre l'oreille pour se rendre compte que l'Afrique fait partie de ces sujets qui intéressent, voire passionnent le public et suscitent échanges et débats. Le problème est que les médias, comme trop souvent, ne s'y intéressent qu'à l'occasion d'événements tragiques. D'où cette « image pesante » à laquelle « Les Afriques qui se font » vient tordre le cou et avec quel brio ! Certes les problèmes existent, il serait absurde de le nier. Mais il serait tout aussi stupide d'affirmer que l'Afrique est définitivement mal partie. Pour s'en convaincre, il suffit de porter un autre regard sur son histoire, son développement, ses savoir-faire, ses compétences, sa créativité, et l'observer vivre dans son milieu à la manière d'un entomologiste et non vouloir l'autopsier à la lueur des projecteurs des médias. C'est ce qu'a souhaité faire la CADE à travers les 27 panneaux de cette exposition itinérante. Et elle semble y être parvenue, séduisant au passage les publics réputés les plus difficiles. « *J'ai beaucoup appris sur l'Afrique, j'ai appris sur sa population, sur son développement. Tout ça m'a permis de regarder ce continent d'un autre œil plus intéressé* », a déclaré un élève de 5ème du Collège Jules Verne, situé à Paris, où plusieurs panneaux de l'exposition ont été présentés du 7 mai au 21 juin 2012. N'est-ce pas là le plus beau compliment pour l'équipe de la CADE ? ■

Jean-François Desessard



Panneau sur la cuisine africaine réalisé par les élèves de 5ème du Collège Jules Verne, Paris 12ème suite à la découverte des panneaux test de l'exposition *Les Afriques qui se font*, mai 2012. © G. Courade

* Le livret ***Les Afriques qui se font*** est disponible à la CADE au prix de 10 euros.

Si cette exposition vous séduit et que vous souhaitez l'utiliser dans le cadre d'un événement ou dans un lieu précis, veuillez prendre contact avec le secrétariat de la CADE cade@afrique-demain.org ou vous rendre sur le site http://www.afrique-demain.org/presentation-les-afriques-qui-se-font afin de prendre connaissance des conditions.



Religions et développement :mutations en Afrique et au sud de la Méditerranée

Collège des Bernardins – Agence française de développement

Le 5 décembre dernier, l'AFD a organisé conjointement avec le Collège des Bernardins un colloque avec comme thème : « Religions et développement : mutations en Afrique et au sud de la Méditerranée ». La richesse de cette journée fut à l'image du nombre des intervenants issus d'organismes très divers : représentants d'ONG ou acteurs confessionnels du développement, universitaires, médecins etc. ; par ailleurs, la présence des représentants des trois religions monothéistes (le Grand Rabbin Haïm Korsia, Aumônier général israélite des Armées et de l'Ecole Polytechnique, Rachid Lahlou, Président du Secours Islamique de France, Andrea Riccardi, Ministre italien de la coopération internationale et de l'intégration, fondateur de la communauté Sant'Egidio) symbolisait l'ouverture donnée à ce colloque liée à l'actualité brûlante du dialogue interreligieux

(Suite de la page 1)

émis que la coopération décentralisée actuellement négligée ait sa part dans l'affectation des aides internationales.

L'émergence des collectivités locales comme acteurs d'une démocratisation susceptible de renforcer la confiance et d'un développement plus soucieux des conditions de vie des populations ne masque ni l'importance de la souveraineté nationale, ni leur contribution, jugée indispensable, à la construction de l'Afrique. Comme il est dit dans la déclaration finale, le 6ème Sommet invite à « une stratégie nouvelle: partir du territoire local, redéfinir les espaces nationaux et inventer le territoire de l'Afrique ». ■

La CADE

(Suite de la page 11)

qui s'impose aujourd'hui dans un monde globalisé.

Quatre thèmes principaux ont étayé cette journée :

- Les acteurs confessionnels du développement : concilier fidélité, identité et neutralité
- Finance éthique du développement
- Religions et procréation/reproduction
- Le facteur religieux dans la cité

A l'issue des différentes interventions suivies de vifs débats avec les participants, plusieurs pistes de recherches et de réflexion restent ouvertes ; néanmoins une conclusion pourrait s'imposer, à savoir l'indéniable confrontation entre la laïcité du « développeur » et la religiosité du « développé » ; en effet, les mutations récentes dans les pays arabes, à l'image de leur « printemps », et l'évolution très rapide du continent africain sous l'impulsion du « religieux » (animisme, christianisme, islam) démontrent bien que l'Europe a toujours les religions en face d'elle. Plusieurs questions qui ont été soulevées lors de ce colloque s'imposeront sûrement à tout acteur qui se penche sur l'avenir du développement de l'Afrique ; il faudrait en souligner deux :

« Les religions sont-elles un facteur de développement ou de blocages ? »

« Le religieux peut-il être considéré comme un facteur humanisant du développement ? ». ■

Claudie Lasserre-Rasoazanamanana

Copyright :
Le contenu de *La Lettre* est libre de droits pour des usages non commerciaux, à la condition de citer la source (CADE) et de ne pas modifier le texte.

Agenda de la CADE

Rencontres-débats de 18 h à 20 h

A la MDA15 – 22, rue de la Saïda Paris 15ème

- **Mercredi 9 janvier 2013.** Conférence exceptionnelle : ***Quelle place pour les migrants africains dans notre société?***, avec Maître Dominique Kounkou, docteur en droit international public, avocat au barreau de Paris, président de l'association Initiatives africaines et Monsieur Emmanuel Terray, anthropologue, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Animée par : Sylvie Koffi, journaliste à Radio France Internationale.
- **Mercredi 23 janvier 2013.** 4ème rencontre-débat du cycle III « Valoriser et transformer les potentiels de l'Afrique en richesses réelles » ***: Afrique-Inde : quels partenariats d'investissement, quels « business models » innovants ?***
- ***Mercredi 13 février 2013.*** 5ème rencontre-débat du cycle I: « Femmes, genre, familles et lien social. Représentations et réalités » : ***Femmes, chefs d'entreprise***
- **Mercredi 20 mars 2013.** 5ème rencontre-débat du cycle II : « Production du savoir et du savoir-faire » : ***La Santé***

Inscription conseillée à travers le formulaire d'inscription du site de la CADE : http//www.afrique-demain.org

Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901
Président : Jean-Loïc Baudet
Président d'honneur : Michel Levallois
Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade, Roland Portella. Secrétaire générale : Claudie Lasserre
Trésorier : Philippe Mathieu

La Lettre de la CADE
Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet
Comité de rédaction : Raymond Césaire, Michel Levallois, Philippe Mathieu, Jean Roch, Denyse de Saivre, Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Ont collaboré à ce numéro :
Jean-François Desessard et Claudie Lasserre.

Iconographie, mise en page et maquette :
Sara Valdés Desessard
Crédits photos RD : Jean Brice Simonin/CADE

La CADE : *5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.*
Tél.: 01 43 48 14 67
Courriel : cade@afrique-demain.org
Site : www.afrique-demain.org
Dépôt légal à parution. Numéro ISSN : 1290-581X

Abonnement à *La Lettre de la CADE :*

Nom ……Prénom…….....
Adresse …….....
…….....
Code postal ……Ville …….....
Courriel …….....

Abonnement seul : 40 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 200 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 55 €. Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.